

La mondialisation fait valser les étiquettes

■ DU MONDE DE L'ÊTRE AU MONDE DE L'AVOIR

Le monde de la deuxième partie du xx^e siècle était bipolaire. L'hémisphère Nord était globalement riche et développé, et l'hémisphère Sud majoritairement pauvre. On parlait alors des pays du tiers-monde, là où on évoque aujourd'hui les pays émergents, dont certains ont fait d'ailleurs plus qu'émerger ! Cette division du monde correspondait aussi à une division du travail et induisait des modes de vie très différenciés en matière de consommation d'énergie et de comportements alimentaires. Pendant longtemps, le défi alimentaire auquel étaient confrontés les dirigeants chinois a été de donner un bol de riz par jour à chaque Chinois. De notre côté, nous vivions notre âge d'or, nos Trente Glorieuses. La société française se reconstruisait et passait progressivement d'une économie de subsistance à une économie de service : l'entrecôte de Salers était accessible, la baguette parisienne pétrie, façonnée et cuite par le boulanger du quartier ne valait pas 1 F – moins de 0,15 € – et nous consommions des fruits et des légumes de saison. Les Français s'équipaient progressivement en moyens de communication, comme la télévision et le téléphone filaire, ils achetaient des voitures, partaient en

vacances et pouvaient être assurés que la situation de leurs enfants serait meilleure que la leur. Je me rappelle ce monde. Mes parents appartenait à cette classe moyenne. Nous allions au cinéma voir les films de Gérard Oury ou les comédies d'Yves Robert avec Jean Rochefort et Jean-Pierre Marielle, nous partions de temps en temps à la campagne, au bord de la mer ou dans la maison familiale du Sud-Ouest. Je n'ai entendu parler du chômage, de l'inflation et du prix du pétrole que plus tard, dans les années 1970. Et encore, de quoi parlions-nous ? À Sainte-Genève-des-Bois, dans la région parisienne, à la pompe du magasin Carrefour, le premier grand supermarché de France¹, le super devait coûter un peu moins de 1 F ! Vingt centimes de moins que chez le pompiste ! À la même période, les statistiques nous disaient que les Français consacraient 30 % de leur revenu à l'alimentation. Aujourd'hui, l'alimentaire représente moins de 15 % du budget des ménages. Et pourtant, nous ne mangeons pas deux fois moins ! Dans les années 1970, les prix augmentaient de 15 % par an, mais nous n'avions pas l'impression de perdre chaque année du pouvoir d'achat. Au contraire, même ! Les salaires suivaient. Combien de Français ont remboursé leurs acquisitions immobilières à vil prix. En 6 ans d'inflation à 15 % (par an), la valeur du crédit de départ était devenue symbolique.

Ce monde-là était beau et, comme le dit la chanson, la vie bercée de tendre insouciance. C'est en tout cas l'image que nous en avons gardée. Puis la situation a lentement dérivé, mais beaucoup ont cru que le monde ancien était immortel. Les Français pensaient que leur modèle était éternel. En ce début de crise de l'énergie, dans la première partie des années 1970, ils pensaient que leurs années dorées allaient revenir. Que la crise était une crise de gouvernance. Que la gauche ferait mieux que la droite ou,

1. Carrefour inaugure son premier hyper en 1963.

pour certains, l'inverse. Une moitié du pays attendait l'alternance comme on attend un traitement contre une maladie grave. Mais, au fond, beaucoup étaient convaincus que la crise pouvait être traitée et des solutions identifiées. En arrivant au pouvoir en 1981, la gauche veut réindustrialiser le pays et nationalise les grandes entreprises et une partie du secteur bancaire. Elle ne fait qu'appliquer son programme. Le gouvernement de Pierre Mauroy creuse le déficit des finances publiques en se disant que l'argent distribué sur le marché intérieur va relancer la machine. Il mène une politique keynésienne dans un pays dont les frontières sont déjà poreuses, ouvertes aux produits étrangers : inadapté et contre-productif. La gauche fait de la politique, elle ne gère pas le pays. Puis elle impose les 39 heures payées 40. Premier coin dans l'arbre. Mais Giscard ne faisait-il pas la même politique ? Seul Raymond Barre, alors Premier ministre, évoquait la rigueur et appelait les Français à s'adapter à la nouvelle compétition internationale. On ne l'écoutait pas. On le moquait même, quand il appelait les chômeurs à prendre l'initiative en créant leur propre entreprise.

■ LA GAUCHE AU POUVOIR : DU MYTHE À LA RÉALITÉ

Posons-nous maintenant la question de savoir si l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 a été bénéfique pour les salariés. Les chiffres montrent, hélas, que, dans le partage de la valeur ajoutée entre le travail et le capital, c'est bien la part du capital qui s'est accrue au détriment de la rémunération du travail.

■ ET PENDANT CE TEMPS, QUE SE PASSE-T-IL DANS LE VASTE MONDE ?

Pour bien comprendre notre situation, il est utile de nous comparer, toutes proportions gardées, avec nos voisins proches ou lointains, qui sont aussi nos concurrents sur ce nouveau marché-monde. Dans les années 1980, la Grande-Bretagne est dirigée par des conservateurs. Que n'a-t-on pas entendu en France sur les nouveaux pauvres de Margaret Thatcher que son gouvernement laissait mourir dans les rues de Londres ! L'Angleterre, notre meilleur ennemi, ne pouvait accoucher que d'un monstre. Le bras de fer entre la Dame du même nom et les syndicats de mineurs anglais est un tournant. Margaret Thatcher tient le coup. Elle résiste, elle réforme, elle privatise et adoucit la fiscalité. Elle encourage les entreprises britanniques à innover, mais laisse disparaître celles qui appartiennent aux vieilles industries condamnées par la mondialisation des productions, suivant en cela le principe schumpétérien de destruction créatrice¹. Margaret Thatcher va faire de la Grande-Bretagne une puissance économique dans laquelle la classe moyenne s'enrichit. Après son successeur, John Major, lui aussi conservateur, le Labour va prendre le pouvoir. Mais les travaillistes de Tony Blair ne sont pas ceux de Neil Kinnock. Ils mènent une politique libérale et pragmatique. Le résultat est incontestable. Aujourd'hui, le taux de chômage en Angleterre est deux fois moins élevé qu'en France et les chômeurs le sont deux fois moins longtemps. Le revenu moyen par habitant d'un Anglais est supérieur à celui d'un Français. En Grande-Bretagne, les hard discounters n'existent pratiquement pas. On vit globalement bien dans ce pays qui a conservé sa

-
1. Pour résumer, d'après Joseph S. Schumpeter, la destruction créatrice est la disparition de secteurs d'activité, remplacés par d'autres, plus modernes et plus efficaces.

monnaie et reste attaché à la tradition libérale. Les Anglais viennent d'ailleurs dépenser leur argent dans nos territoires touristiques. Grâce aux compagnies aériennes low cost, ils ont acheté une partie de l'Aquitaine, du Limousin, des Pyrénées et les belles villas situées en bord de mer à Dinard. Comme le dit un agent immobilier de Saint-Junien, dans la Haute-Vienne, « avec un deux-pièces à Londres, on peut avoir la moitié d'un château dans nos régions ». L'image est tout juste symbolique des écarts de fortune entre nos deux pays.

■ L'ÉCONOMIE SOCIALISTE DE MARCHÉ VERSION CHINOISE

Que se passe-t-il en Chine dans les années 1980 ? Le pays est sorti des folies de la Révolution culturelle. Mao Zedong a disparu, remplacé par le réformateur Deng Xiaoping. À l'opposé de son prédécesseur, Deng Xiaoping incite les Chinois à s'enrichir. Il « décollectivise » les terres et les exploitations agricoles. Les familles chinoises qui cultivent la terre peuvent jouir de sa propriété pour une période de 30 ans. La Chine se prépare et prend conscience de sa force. Pour reprendre l'expression de Gilbert Étienne, « la Chine ne devient pas l'atelier du monde mais l'atelier d'assemblage du monde¹ ». En réalité, les Chinois semblent pour les autres. Pour les Japonais, par exemple, qui commencent à imiter nos produits : voitures, machines-outils, hi-fi... On ne les prend pas très au sérieux et, pour un peu, on rigolerait franchement quand un visiteur japonais est retrouvé sous une chaîne de production avec un appareil photo à la main ! On a bien tort. Les Français, toujours cabochards, regardent le monde qui change par le petit bout de la lorgnette et bercés par l'illusion que leur richesse

1. ÉTIENNE, Gilbert, *Chine-Inde, la grande compétition*, Dunod, 2007.

est inépuisable. Grâce à la politique du réformateur Deng Xiaoping, 400 millions de Chinois sont sortis de la pauvreté¹. Nous aurions dû comprendre que notre tour était passé ou, à défaut, que notre situation de grand confort était menacée. Pendant que nous défendions bec et ongles notre modèle éternel, les Chinois, que nous pensions « petites fourmis », s'exportaient dans les meilleures écoles de commerce et les grandes universités américaines pour apprendre les codes du commerce international, de la banque, de la finance et de la production.

La Chine a inventé le concept d'économie socialiste de marché. Elle a ouvert ses zones économiques spéciales aux grandes entreprises du monde occidental en leur offrant des conditions de production exceptionnellement avantageuses. Pas ou peu de fiscalité, une main-d'œuvre à bon marché. Mais les Chinois, qui nous appâtent avec leurs gros contrats d'achat, savent aussi nous piéger. Les entreprises étrangères qui ont délocalisé en Chine doivent laisser sur place leur technologie si elles entendent quitter le pays. La Chine est membre de l'OMC, l'Organisation mondiale du commerce, symbole de l'économie de marché. Elle dispose d'énormes réserves de change qui couvrent plus d'un an d'importations et elle achète chaque jour des dollars sur le marché international pour éviter un décrochage trop grand de sa monnaie par rapport à la devise américaine. La Chine est un marché immense et prometteur. Sur un milliard et demi de Chinois, quelque 600 millions sont des urbains. C'est dans cette population des villes que se recrutent la classe moyenne chinoise et les élites politiques qui ont privatisé la nouvelle fortune du pays. Que pouvons-nous représenter face à cette puissance démographique et économique ? Peu de chose si nous choisissons d'affronter les Chinois sur leur terrain. Nos atouts s'appellent

1. YUNUS, Muhammad, *Vers un nouveau capitalisme*, JC Lattès, 2008.

valeur ajoutée, flexibilité, innovation, inventivité... Autant de choses que les Français ont du mal à accepter car elles remettent en cause les valeurs cardinales du modèle social français : droits acquis, augmentation garantie du pouvoir d'achat, emploi à vie, plan de carrière tracé et réduction du temps de travail.

■ LA TENTATION LOW COST

Un produit parmi beaucoup d'autres est symbolique du décalage grandissant entre nos envies de consommateurs et nos limites de producteurs, c'est la Logan, la voiture à bas prix du groupe Renault. Pour faire écho à notre précédente réflexion sur la nécessaire différenciation entre nos produits et ceux des pays low cost, arrêtons-nous un instant sur le cas de la marque Renault. Depuis deux exercices, les résultats du constructeur français sont tirés vers le haut par la Logan, fabriquée en Roumanie par Dacia. Inquiétant quand on sait que les grands concurrents de Renault font la différence avec des produits à très haute valeur ajoutée en multipliant les innovations technologiques qui créent la nouveauté et accessoirement épargnent la couche d'ozone ! À l'inverse, Renault apprécie son résultat avec un modèle certes intelligent mais à classer dans la catégorie des voitures à faible technologie. La Logan, voiture franco-roumaine, a connu des débuts chaotiques. Quand le groupe Renault annonce son intention de mettre en chantier une voiture à bas prix, il prend soin de préciser que cette voiture est destinée aux marchés d'Europe centrale et orientale, où le pouvoir d'achat, plus faible qu'en France, oblige l'entreprise à réduire ses coûts de production. Renault, explique à l'époque Louis Schweitzer, doit produire 4 millions de voitures par an pour soutenir son modèle économique de constructeur international, et la Logan va élargir son marché et répondre aux attentes de nouveaux consommateurs. L'objectif est de donner le change à des

syndicats qui s'opposeraient à une délocalisation des productions maison¹ ! La Logan a été conçue comme un produit simplifié : pas de prototype lors de la phase de création mais des plans en 3D, pas de technologies de pointe, pas d'électronique, un assemblage de pièces détachées déjà mises au point (comme les vitres), pas de produits ou de services ajoutés (autoradio, climatisation), bref, le produit de base et rien d'autre. Pour réaliser des économies dans le processus de production, la Logan est assemblée en Roumanie chez Dacia et les sous-traitants choisis dans les pays voisins. Il faudra d'ailleurs revenir sur cette politique de délocalisation des sous-traitants en raison de problèmes majeurs de non-conformité. La Logan n'est pas la voiture la plus élégante du monde, mais elle marche bien. Mieux, on la trouve de plus en plus sur les routes de France, elle qui devait être réservée aux consommateurs à faible pouvoir d'achat des pays de la nouvelle Europe orientale. Les consommateurs français plébiscitent la Logan, mais ont-ils conscience que nous n'aurions pas pu fabriquer cette voiture si nous avions dû la fabriquer nous-mêmes en France ! Bons consommateurs mais mauvais citoyens ! L'histoire de la Logan est exemplaire de nos contradictions et symbolique du nouveau monde. Nous avons longtemps consommé ce que nous produisions, mais de nouveaux territoires de production se sont offerts à notre appétit de consommation et à nos envies de petits prix. Ils ont accepté de nous servir d'arrière-boutiques.

-
1. En avril 2008, les syndicalistes français du groupe Renault vont constituer un fonds de caisse pour soutenir les grévistes de l'usine roumaine de Pitesti qui réclament de partager un peu mieux les profits de l'entreprise. Ils gagnent en moyenne 1 600 lei, soit 450 € par mois. Renault finira par accorder 550 lei d'augmentation de salaire et une prime de fin d'année. La grève durera deux semaines et coûtera, selon les sources, entre 30 et 50 millions d'euros.

■ L'INDE, PAYS ÉMERGENT, ÉCONOMIE ÉMERGÉE !

Dans cette nouvelle géographie du monde économique, des pays puissants, des peuples habiles et inventifs affirment leurs nouvelles ambitions. C'est notamment le cas de l'Inde dont le symbole est, depuis quelques mois, un constructeur automobile local qui veut faire encore mieux en matière de petits prix : une voiture à 100 000 roupies, soit 2 500 \$, soit encore 1 700 €, destinée aux classes moyennes de l'Inde et des pays émergents. La Nano sera la voiture « ultra low cost », pour reprendre une expression de marketeur ! Elle mesurera 3,10 m, sera équipée d'un petit moteur de 624 CC et ne dépassera pas le 100 kilomètres/heure. La Nano a été conçue pour transporter deux personnes principalement dans les agglomérations urbaines. C'est une voiture pour le prix d'un scooter.

Comment les Indiens en sont-ils arrivés là ? Ceux qui ont lu le très bon livre de Guy Sorman *Le Génie de l'Inde*¹ savent que ce pays immense porte des ressources humaines insoupçonnées. « L'Inde qui apprend à vivre », selon la formule de Malraux, a abandonné l'économie planifiée qui était son modèle depuis l'indépendance de 1947. Depuis 1991, date de la rupture officielle avec le modèle socialiste, les partenariats public-privé se sont beaucoup développés. C'est un signe de maturité politique et un élément de différenciation avec la Chine, dont le cadre politique n'est pas encore à la hauteur des ambitions économiques. L'Union indienne est souvent présentée comme la plus grande démocratie du monde, même si c'est une démocratie relative. L'Inde est placée dans la sphère linguistique anglo-saxonne et profite des synergies créées par la proximité culturelle avec les grands circuits marchands. L'État y est peu consommateur de richesse, au

1. SORMAN, Guy, *Le Génie de l'Inde*, Fayard, 2000.

détriment des services publics. Les prélèvements étatiques ne représentent que 9 % du PIB, c'est-à-dire de la richesse créée par les entreprises sur le sol indien. Enfin et surtout, l'Inde forme des têtes bien pleines et des ingénieurs de très haut niveau. Le système scolaire, marqué par la présence britannique, y est performant. Le seul secteur de l'informatique, à l'origine des gains de productivité les plus significatifs dans l'industrie au cours des 30 dernières années, compte un million de salariés. La part des services est désormais supérieure à celle de l'industrie dans l'économie du pays. Ainsi, l'Inde offre des coûts de production très modestes associés à une grande maîtrise de la technologie : la force du travail et le génie de l'innovation dans un pays de plus d'un milliard d'individus. L'émergence de la puissance indienne est encore contrariée par un système de castes inégalitaire. Cette organisation sociale paralyse en partie la mobilité sociale qui est un vrai facteur de progrès et de performances économiques. Avec une croissance annuelle de 8 %, l'Inde pointe dans les 10 premiers PIB du monde, mais en même temps son revenu par tête reste faible. Avec une espérance de vie moyenne de 58 ans, l'Inde présente un indice de développement humain très en deçà de ses performances économiques¹. Pourtant, l'Inde est le plus prometteur des dragons de la nouvelle économie. À court terme, il lui manquera une réforme agraire efficace pour parvenir à répondre à ses besoins alimentaires et sans doute une révolution sociale qui permette d'infléchir la géographie mentale des Indiens frappée par le fatalisme et la prédestination.

1. Indice composite privilégiant la qualité de vie : santé, éducation et confort social.

■ LA CHINE ET L'INDE : RESPONSABLES DE LA BAISSÉ DE NOTRE POUVOIR D'ACHAT ?

Le mot « mondialisation » est souvent utilisé à tort et à travers. On l'emploie parfois avec une valeur d'adjectif, en oubliant son sens premier. Revenons à des choses simples : la mondialisation, c'est d'abord et avant tout l'arrivée de la Chine et de l'Inde sur le marché du monde. Ce n'est pas une petite affaire ; les deux pays pèsent plus de 2,5 milliards d'individus, soit environ 40 % de la population mondiale. En quelques années, la planète a dû accueillir de nouveaux venus sur le marché. Et nous ne sommes qu'au début d'un phénomène de croissance démographique qui nous amènera à vivre à 9 milliards d'individus sur cette terre en 2050. C'est dire si l'échéance est courte. Elle l'est d'autant plus que nous avons tous fait preuve d'imprévoyance : la moitié des céréales cultivées servent aujourd'hui à nourrir le bétail, et la hausse brutale des prix du pétrole incite les pays émergents comme le Brésil à produire des agrocarburants, d'où une déforestation massive et la raréfaction des terres cultivées pour l'alimentation humaine. La conclusion de ces choix est malheureusement univoque. En privilégiant des politiques de court terme, répondant à des préoccupations financières ou politiques, les dirigeants occidentaux hypothèquent nos chances de pouvoir prochainement nourrir une humanité de 9 milliards d'individus. Aussi, pour ce qui est de notre préoccupation du pouvoir d'achat, la conjoncture actuelle et les choix politiques retenus forment la base d'une hausse importante et durable des prix des matières premières agricoles.

L'émergence de nouveaux consommateurs n'est pas sans effet sur les prix des produits que nous achetons. On estime la nouvelle classe moyenne indienne à 350 millions d'individus, c'est-à-dire plus que la population américaine (300 millions

d'Américains). En Chine, la classe moyenne représenterait un peu plus de 100 millions de personnes, essentiellement massées sur les côtes de la mer de Chine et localisées dans les villes chinoises. Cette évaluation est une estimation *a minima*¹. La Mission économique de l'ambassade de France en Chine définit cette classe moyenne comme l'ensemble « des catégories les plus aisées et non les plus proches ou les plus représentatives de la classe moyenne ». Elles représentent 20 % de la population urbaine et leurs revenus ont augmenté de 17 % par an au cours des 5 premières années du siècle. Elles grossissent chaque année puisqu'on estime qu'elles comprendront 180 millions d'individus en 2010. Pour dire les choses autrement, les besoins des Chinois vont croître de façon spectaculaire. Et que consomment ces nouveaux riches de Chine ? Des fruits, des produits laitiers, de la viande. Il y a 10 ans, la consommation moyenne de viande d'un Chinois correspondait à 10 % de la consommation d'un Occidental. Aujourd'hui, en 2008, c'est près de la moitié ! Les Chinois consomment 50 kilos de viande par an et par personne. À la différence des Indiens, ils utilisent le bœuf dans leur excellente gastronomie. Les Chinois de la classe moyenne habitent des logements équipés de l'air conditionné, achètent des téléphones portables, des téléviseurs, des équipements de la maison, du loisir. Ils sont depuis longtemps nos fournisseurs, mais ils deviennent aussi nos concurrents sur le marché de la consommation. Les Français sont très informés de la situation en Chine. Ils se mobilisent volontiers pour les droits de l'homme, ce qui est à leur honneur, mais ils ne veulent pas toujours tirer les conséquences économiques de la nouvelle donne. Dommage, car la situation appelle un peu de pédagogie.

1. Note de la Mission économique de l'ambassade de France à Pékin en date du 11 décembre 2006.

■ L'ÉCONOMIE, UNE SCIENCE SIMPLE

La première leçon de macroéconomie est à la portée d'un enfant de 10 ans. Quand la demande augmente, les prix montent. Or, tous ces consommateurs chinois viennent s'ajouter à la demande mondiale en matières premières alimentaires ou en hydrocarbures. Prenons un exemple simple sur la question du prix : un maraîcher vient sur le marché proposer sa botte de poireaux. La peine qu'il aura éprouvée et la quantité de travail qu'il aura dû mobiliser pour la produire lui permettent d'espérer qu'il sera rémunéré à la hauteur de ses efforts. Comment lui expliquer que ça n'est pas forcément le cas ? Imaginons deux cas de figure. Si 10 clients se présentent pour acheter sa botte de poireaux, il pourra faire monter les enchères et vendre au plus offrant. Si, en revanche, un seul se présente, c'est l'acheteur qui fera le prix, avec l'ambition évidente d'acheter le moins cher possible. À l'échelon national et international, les règles de l'offre et de la demande sont les mêmes. Les Chinois, puisque nous parlions d'eux, veulent consommer et rejoindre des standards de consommation comparables aux nôtres, au moins en termes de volume. Peut-on leur reprocher de vouloir accéder au bien-être et à la satiété que nous avons défendus comme étant un idéal humain à vocation universelle ? Bien sûr, les classes aisées chinoises et indiennes ne consomment pas toujours les mêmes produits alimentaires que nous. Le géographe de l'université de Paris-X Frédéric Landy¹ relativise le poids des puissances émergentes dans la compétition alimentaire. « En premier lieu, la Chine n'est pas l'Inde. Pour des raisons autant religieuses que culturelles, les Indiens ont leur propre modèle d'alimentation.

1. Frédéric Landy est professeur de géographie à l'université de Nanterre. Il est un des spécialistes mondiaux de l'Inde. Ses ouvrages sur l'agriculture indienne, publiés chez Karthala Éditions, font référence.

Dans ce pays, la nourriture est sacrée car nous deviendrons nous-mêmes nourriture. Les Indiens divisent leur assiette entre les trois familles de produits, nourriture froide, nourriture chaude et nourriture aérée. Les modes d'alimentation évoluent et peuvent dans certains cas s'occidentaliser, mais ce serait très exagéré de considérer que les Indiens aspirent à s'alimenter comme nous. Ils contribueront à alourdir la demande de céréales et de produits animaux mais dans des proportions moins fortes que nous l'imaginons. » À ce jour, la consommation de viande d'un Indien reste marginale : environ 4 kilos par an. Toutefois, la croissance de la population indienne demeure supérieure à la croissance de la production agricole. En Chine, l'émergence de nouveaux besoins alimentaires produit des effets en chaîne. La demande en protéines animales crée une tension sur les produits de l'élevage. Mais pas seulement, car, pour élever du bétail, il faut aussi mobiliser des céréales et de l'énergie.

Comme nous le savons maintenant, la moitié des céréales produites dans le monde est utilisée pour l'alimentation du bétail. Du coup, la tension ne porte pas simplement sur le produit de départ, mais sur toute la chaîne qui permet de le produire. Les éleveurs français se plaignent de la hausse du prix des céréales, non parce qu'ils en mangent au petit déjeuner, mais parce qu'ils utilisent le fourrage pour nourrir leurs troupeaux. Conclusion : l'augmentation de la demande internationale sur les produits agricoles a fait monter les prix pour l'ensemble du marché avec des conséquences diverses. En Haïti, au Cameroun ou au Burkina Faso, l'appréciation du prix se traduit par une pénurie pure et simple et par des « émeutes de la faim ». La situation est tellement dramatique dans certains pays d'Afrique subsaharienne que des diplomates et des experts sur ces questions en viennent à rappeler que l'issue de telles crises est en général la guerre ! Fin 2007, les prix des produits de base de l'alimentation des Chinois, toutes

classes sociales confondues, ont augmenté de façon vertigineuse : entre 40 et 56 % en quelques semaines pour le soja, le porc et le riz, au point que les autorités chinoises ont dû rétablir le contrôle des prix. En Europe, le prix des pâtes alimentaires a grimpé de 11 %. En Inde, l'émergence de la classe moyenne, plus large qu'en Chine, renforce la dépendance alimentaire du pays vis-à-vis de l'extérieur et accroît la tension sur les marchés des matières premières alimentaires. Une telle situation est porteuse de grands dangers.

■ LA GÉOGRAPHIE, ÇA SERT À FAIRE LA GUERRE

Les géopolitologues rappellent que l'histoire repasse les plats et aiment à citer la formule prêtée à Bismarck : « La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre. » Ils prennent en exemple le cas des plaines ukrainiennes, riches en céréales, plusieurs fois occupées par des puissances étrangères, ou encore les conflits du Caucase, qui cachent des guerres économiques. La situation est préoccupante et mobilise l'attention des institutions internationales. Le dernier rapport de la FAO (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture) et de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) intitulé « Perspectives agricoles 2008-2017 » fixe les contours de notre avenir en matière de prix alimentaires : les prix des matières premières agricoles vont rester à un niveau élevé. « Si certaines des causes sous-jacentes ont un caractère ponctuel, écrivent la FAO et l'OCDE, certains facteurs permanents vont contribuer à maintenir les prix à des niveaux plus élevés en moyenne que dans le passé. » Par ailleurs, confirment les experts, « l'épicentre de la production, de la consommation et des échanges continuera de se déplacer peu à peu des pays de l'OCDE vers les pays émergents. Cette évolution a pour toile de fond des prix sans précédent pour la quasi-totalité

des produits agricoles visés ». Quand on traduit le rapport de la FAO et de l'OCDE en termes de perspectives, il faut y lire les mots « compétition », « rapports de force » et, dans certains cas, « conflits ». Nous retiendrons que les prix de notre quotidien vont augmenter sans qu'aucune mesure correctrice immédiate (j'insiste sur le mot « immédiate ») ne puisse être mobilisée.

Quittons momentanément les matières premières alimentaires pour décrypter une autre situation mettant en scène les anciennes puissances et les nouvelles. Prenons en effet ce qui se passe en Afrique de l'Est dans la province du Darfour. On pourrait penser que nous nous éloignons de notre sujet, mais ce n'est pas le cas. Les combats qui ont opposé des rebelles « soudanais », armés et financés par la République populaire de Chine, aux troupes fidèles au président tchadien Idriss Déby (réputé proche de la France) ont pu passer pour un règlement de comptes entre factions rivales qui se disputent les joyaux de la couronne. Derrière cette présentation un peu naïve, on peut aussi lire un conflit géopolitique dont l'enjeu n'est autre que la conquête de territoires riches ou potentiellement riches en hydrocarbures¹. Comme toujours, l'enjeu est économique. Observons une carte de l'Afrique pour comprendre. Si le Tchad tombe, les pro-Chinois auront un accès direct au nord du Cameroun puis, par effet de capillarité, aux régions très riches de Pointe-Noire et au Cabinda, territoire dont le sous-sol est parmi les plus riches du continent. Pour les Chinois, l'Afrique n'est plus une petite affaire. L'immense machine économique chinoise tourne à plein régime. Pour nourrir sa croissance et continuer d'inonder le monde de ses produits, en constituant au passage des excédents commerciaux gigantesques, elle a un besoin de pétrole sans cesse plus important. Le pétrole est bien devenu l'oxygène de l'économie chinoise, et c'est

1. Les revenus pétroliers du Tchad sont de 1 milliard d'euros par an.

désormais l'Afrique qui lui fournit 32 % de ses approvisionnements extérieurs, soit près d'un tiers, juste derrière le Proche-Orient qui représente 44 % de ses importations. La guérilla du Darfour et les combats du Tchad sont à resituer dans cette guerre plus large pour les matières premières. Les conséquences de ces conflits pèsent directement sur nos étiquettes et pas seulement de façon symbolique et ponctuelle.

■ SPÉCULATION SUR LA FAIM

Il y a actuellement 1 milliard d'agriculteurs sur terre. Mais seulement 28 millions possèdent un tracteur ! En France, la politique de remembrement a permis de rationaliser la production agricole en favorisant la concentration des exploitations. Dans la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, un paysan français nourrissait 2 personnes. Aujourd'hui, il en nourrit 30 ! Cette explosion de la productivité a conduit dans les 20 dernières années du xx^e siècle à une crise de surproduction. Le politique est intervenu pour sauver le monde paysan menacé de faillite. Les surplus de la production agricole faisaient chuter les cours et les paysans vendaient en dessous du prix de production. Le monde agricole a payé un lourd tribut à la mécanisation et au modèle d'une agriculture intensive (ou productiviste). De 2 millions de paysans, nous sommes passés à 600 000, et les experts disent qu'ils sont encore deux fois trop nombreux. Le secteur agricole est devenu, par pratique politique, le secteur de l'économie le plus assisté, le plus abondé par les subventions de l'État ou de l'Union européenne. On a payé les agriculteurs pour produire moins et, dans ce domaine, les grands pays du Nord présentent tous les mêmes caractéristiques : des exploitations de grande taille, fortement mécanisées, et des productions subventionnées aux côtés de terres en jachère, elles aussi subventionnées. Dans ce contexte

d'abondance et parfois de surabondance, nous avons oublié quelques-unes des règles de base du développement humain. Nous n'avons pas été assez attentifs à des indicateurs simples : la démographie, la production agricole, le défi constant de l'auto-suffisance alimentaire du monde.

Aujourd'hui, en 2008, au moment où se pose la question du prix de notre alimentation, il est difficile de faire l'impasse sur toutes ces questions. Or que se passe-t-il ? À ce jour, nous ne sommes pas en mesure de répondre à l'augmentation de la demande sur les produits agricoles de base. Dans les pays de l'hémisphère Sud, les exploitations agricoles n'atteignent presque jamais une taille significative. L'immense majorité des 700 millions d'agriculteurs indiens vivent sur des exploitations de moins de 1 hectare. Ces paysans ont suivi les prescriptions du « plan vert » dans les années 1970 pour améliorer leurs rendements, mais tous hésitent à passer d'une agriculture vivrière à une agriculture de négoce. « Les agriculteurs indiens peuvent être conservateurs, note Frédéric Landy, de Paris-X, mais avec un demi-hectare bien irrigué et deux récoltes de riz par an, on peut faire vivre sa famille. » Pour résumer, le monde dispose de grands espaces agricoles, mais ses paysans, pour le plus grand nombre, cultivent la terre avec l'ambition de se nourrir, eux et leur famille. En Chine, par exemple, 80 % de la population travaille dans le secteur primaire. En Occident, à l'exception de la communauté universitaire et scientifique, nous sommes pendant longtemps restés à distance des deux grands pays émergents asiatiques. Je veux dire par là que nous les avons considérés d'un point de vue exotique. Les dirigeants politiques français qui devraient opérer une veille concurrentielle, comme on le fait dans toutes les entreprises, ont manqué à leur devoir d'anticipation. Car en confiant aux pays émergents nos productions à faible valeur ajoutée sans aucune contrepartie, autrement dit en

délocalisant nos usines, nous les avons élevés dans l'ordre économique et nous avons stimulé leurs besoins de consommation¹. Loin d'être parvenus à l'autosuffisance alimentaire, ces pays achètent sur les marchés internationaux et font grimper les cours. L'image de fin de cette logique est tragique : plus les ventes crient famine, plus les prix de l'alimentation montent !

■ LES MATIÈRES PREMIÈRES AGRICOLES, UNE CLASSE D'ACTIFS COMME LES AUTRES

L'augmentation massive de la demande n'explique pas à elle seule la hausse des prix des matières premières agricoles et du pétrole. Évacuons tout de suite le cas du pétrole : les évaluations concordent et font apparaître que la spéculation financière représente à elle seule 25 % de la hausse de son prix. Pour dire les choses autrement, on peut se fier à l'avis des traders qui estiment qu'un quart des variations des cours sur le pétrole ne s'expliquent pas par l'équilibre entre l'offre et la demande. En quelques années, la part du « pétrole papier » a explosé. Au départ, les préoccupations des opérateurs étaient essentiellement défensives. Il s'agissait de se protéger contre la flambée des cours. Mais ces matières premières papier sont devenues des classes d'actifs éligibles au jeu de la spéculation. La question centrale de la rareté du pétrole se posera plus tard. En 2008, la moitié des réserves

-
1. À la différence de l'Europe, les États-Unis ont passé un accord non écrit avec les autorités chinoises, que le journaliste, rédacteur en chef au journal *Le Monde*, Éric Le Boucher appelle avec raison la « très grande alliance ». Les Américains achètent des produits chinois tandis que les Chinois achètent des bons du Trésor américain qui viennent financer les déficits de l'État fédéral. À la sortie, tout le monde est content, sauf les Européens, qui sont exclus de cette alliance égoïste mais redoutable. LE BOUCHER, Éric, *Économiquement incorrect*, Grasset, 2007.

connues ont été consommées. C'est beaucoup en termes géologiques mais peu en termes économiques. Une matière première ne flambe pas à mi-parcours de son espérance de vie.

Pour comprendre les mécanismes de la spéculation, rendons-nous derrière la frontière française, dans un décor montagnard et champêtre. Vladimir Blanckaert dirige une filiale d'Eridania à Genève. Il appartient au cercle très fermé des traders internationaux sur le marché du sucre. Comme tous ses collègues, Vladimir Blanckaert passe une partie de son temps à prendre des positions sur son marché et une autre entre le Brésil, premier producteur mondial de sucre, et les bassins de consommation, par exemple l'Afrique ou le Proche-Orient. « C'est la volatilité des marchés qui fait notre métier, explique-t-il, autrement dit les mouvements de hausse et de repli. Rien n'est pire pour un trader que la stabilité des prix. » Trader, oui, mais pas spéculateur. « Nous prenons des positions en analysant l'offre et la demande. Si le Brésil produit moins que prévu au moment où la demande russe s'accroît, nous allons prendre des positions à terme car les prix vont monter. L'achat à terme permet d'anticiper. On achète à un cours bas pour revendre plus tard quand le marché est haussier. » Grâce à un système de couverture sous forme d'options d'achat (*call*) et d'options de vente (*put*), les traders se donnent des outils pour limiter la part de risque. Les traders spéculatifs, eux, ne jouent pas sur ce registre. Ils se dispensent de l'analyse de l'offre et de la demande pour ne retenir que des tendances grâce à une batterie d'outils directionnels. Les spéculateurs, au rang desquels figurent les plus grandes banques anglo-saxonnes, constituent des CRB, c'est-à-dire des packages comparables à des plans d'actions dans lesquels on trouve du pétrole (pour au moins 30 %), des métaux, des matières premières alimentaires et des oléagineux... Ils vendent et ils achètent. « Les risques sont grands, commente Vladimir Blanckaert, à ce jeu on peut

beaucoup gagner et beaucoup perdre. Par rapport aux centaines de milliards qui sont en jeu, nous, professionnels du sucre, nous ne représentons pas grand-chose ! » En quelques années, l'action des traders spéculatifs a dopé les transactions : « Nous sommes passés de 80 000 lots pour une période d'un mois rapproché il y a 5 ans, à 350 000 lots échangés pour la même période en 2008. » Plus le marché est dynamique, plus les prix bougent. Mais, dans le monde de la finance comme dans les autres, il faut toujours un fait générateur. En 2008, c'est la Chine qui a donné le coup d'envoi des opérations. Engagés dans l'immense défi des jeux Olympiques, les Chinois ont acheté des quantités très importantes de métaux sur le marché international pour alimenter les chantiers du bâtiment et des travaux publics sur les sites olympiques. Dans la foulée, par un effet presque mécanique, « tous les marchés de *commodities* (matières premières) se sont réchauffés. » Les spéculateurs à la tête de grandes quantités de liquidités (créées par la politique monétaire américaine) se sont alors placés sur ces marchés et ont provoqué l'envolée des cours.

À qui perd gagne ! Petit exercice pratique pour comprendre les marchés à terme

Les deux hypothèses de marché retenues dans cet exemple sont réalistes. Les variations de prix sont constantes. Exemple : fin mai 2008, une tonne de sucre valait 209,50 \$. Un mois plus tard, fin juin 2008, elle coûtait 261,24 \$.

Nous sommes le 1^{er} janvier 2008 : 1 tonne de sucre vaut 100 \$. J'achète au Brésil 1 million de tonnes au prix du marché + 10 \$.

Le jour même, je vends 1 million de tonnes à terme sur la base du prix du marché, soit 100 \$.

Cotation : long sucre 110 \$ / short future 100 \$.

Résultat de cette opération : - 10 \$ la tonne.

Nous sommes maintenant le 1^{er} février 2008. Le marché a chuté.

1 tonne de sucre ne vaut plus que 60 \$.

.../...

.../...

Je vends à un acheteur du Proche-Orient 1 million de tonnes au prix du marché + 20 \$, soit 80 \$ la tonne.

Le jour même, j'achète 1 million de tonnes sur le marché à terme au prix de 60 \$ la tonne.

Cotation : short sucre 80 \$ / long future 60 \$.

Résultat de cette opération : + 20 \$ la tonne.

Le solde des deux opérations se traduit par un solde positif à hauteur de 10 \$ la tonne.

J'ai gagné 10 \$ × 1 million de tonnes !

Les ravages de la bulle spéculative sont sans doute bien supérieurs à ce qui est officiellement reconnu. Des responsables américaines du département du Commerce affirment, par exemple, que l'augmentation de la demande de pétrole papier est comparable en volume à l'augmentation de la demande chinoise sur une période comparable ! Sur d'autres marchés, comme celui du cuivre, les manœuvres spéculatives ont atteint des niveaux record. La tonne coûtait 2 500 \$ en 2004. Elle frôlait les 8 900 \$ en 2008 ! En cause, la stratégie de stockage de certains propriétaires spéculateurs soucieux de maximiser la valeur de leur actif en organisant la sous-capacité sur le marché. Cuivre, nickel, cacao et pétrole, les marchés papier consacrent le règne de la spéculation sur des marchés parfois vitaux. On pourra à l'occasion méditer sur le sort des 850 millions de personnes que les organisations internationales présentent pudiquement comme des affamés du XXI^e siècle et faire le compte des milliards gagnés (perdus pour d'autres) sur des marchés fictifs et totalement spéculatifs !

■ L'OMBRE DE LA PÈGRE

Toute hausse du prix de l'énergie pèse sur les processus de collecte et de transformation des matières premières agricoles

et par conséquent sur les prix que nous payons. La spéculation sur l'énergie (que l'on peut considérer comme un bien commun à tous les êtres humains) est immorale, mais celle qui frappe le secteur de l'alimentation est, sans jugement de valeur, scandaleuse puisqu'elle aboutit à affamer une partie de l'humanité. Quels sont les mécanismes de la crise ? Pour commencer, la Banque centrale américaine baisse ses taux directeurs et suscite ainsi la création surabondante de liquidités internationales. Les propriétaires de ces capitaux flottants cherchent les meilleurs rendements. Ils placent une partie de leur argent dans le secteur de l'industrie mais, compte tenu du volume des sommes à engager, ils se tournent aussi vers le secteur des matières premières : immoral mais efficace surtout au moment où les tensions se multiplient entre l'offre limitée et la demande croissante. Dans le collimateur, il y a en particulier les fameux *hedge funds*, des fonds spéculatifs qui gèrent en permanence des milliards de dollars autour du globe. Le lundi 19 mai 2008, la banque Lehman Brothers lançait un avertissement sur la création d'une bulle spéculative sur les matières premières. Les montants indexés sur les matières premières ont triplé en 2 ans, passant d'un montant de 70 milliards de dollars en 2006 à 235 milliards de dollars en 2008. Conscient des dangers d'un tel mécanisme, le gouvernement indien a interdit la spéculation sur certains marchés de matières premières agricoles. Aux États-Unis, pour la première fois, un très haut dirigeant du pays, l'*Attorney General*, en d'autres termes le ministre de la Justice, a mis en cause la « pénétration par le crime organisé du secteur de l'énergie et d'autres secteurs économiques stratégiques ». En avril 2008, Michael Mukasey brise un tabou en estimant que le crime organisé a pénétré les *hedge funds*, qu'il utilise comme de formidables machines à blanchir son argent sale. Ses comptables, ses hommes d'affaires, ses avocats sont parmi les meilleurs. Rien ne permet *a priori* de distinguer une opération d'origine mafieuse

d'une autre. Dans la 5^e édition de son manuel *Macroéconomie financière*, Michel Aglietta dresse un bilan des pratiques financières en cours qui fait réfléchir : « Penchant persistant à sous-évaluer les risques, corruption et fraudes à grande échelle, conflits d'intérêts, mansuétude des autorités publiques. Loin de se conformer à l'idéal d'efficacité et de transparence auquel elle prétend, la libéralisation financière a montré d'une crise à l'autre son incapacité à s'autoréguler¹ ».

■ L'INFORMATION, UNE ARME DE GUERRE

Les fonds spéculatifs aiment les marchés de matières premières pour au moins deux raisons : d'abord, parce que ce sont des marchés à terme dans lesquels l'acquéreur ne prend pas immédiatement possession des produits achetés. L'acheteur est, le temps de l'opération, propriétaire d'un actif virtuel. Ensuite, les marchés des matières premières se situent dans un environnement psychologique. Pour faire redescendre les cours, il faudrait pouvoir convaincre le marché que l'offre disponible suffira à satisfaire la demande exprimée. Dans ces conditions, chaque reportage télévisé sur les émeutes de la faim en Afrique ou ailleurs est une bonne affaire pour les spéculateurs des *hedge funds* et un élément de tension supplémentaire sur le marché. Avec le marché des matières premières agricoles, les fonds spéculatifs jouent sur du velours. L'alimentation est, nous l'avons dit, un domaine vital. Au mois de mars 2008, le prix du riz a bondi de 31 % en une journée. L'Inde et le Vietnam ont annoncé l'interruption de leurs exportations pour répondre à la demande intérieure. On devine la suite : les spéculateurs se sont placés sur ce marché en profitant de l'envolée des prix. Ils ont ainsi agi comme des accélérateurs de

1. AGLIETTA, Michel, *Macroéconomie financière*, La Découverte, 2008.

conjoncture. Cette « mauvaise » conjoncture qui cristallise une demande sans cesse plus forte est d'abord alimentée par la démographie mondiale. Nous étions 1 milliard d'êtres humains sur la Terre en 1800, nous sommes aujourd'hui 6 milliards et nous serons 9 milliards dans 30 ans. La fécondité féminine baisse proportionnellement au développement de l'économie et au recul de la misère, mais la démographie se comporte comme un gros bateau. Il ne suffit pas de couper les moteurs pour arrêter le navire. L'effet de bascule actuellement constaté en matière de natalité ne se verra que dans un avenir qui appartient plutôt aux générations à venir. D'ici là, il faudra encore nourrir des bouches supplémentaires. Et sous l'effet de la demande croissante, les prix ne baisseront pas. La hausse des prix est inscrite durablement dans la démographie du monde.

■ UNE NOUVELLE POLITIQUE AGRICOLE PEUT-ELLE FAIRE BAISSER LES PRIX ?

Nous avons vécu pendant plus de 50 ans en pensant qu'une petite partie de la planète allait pouvoir nourrir l'autre. Des agronomes, des géographes et des économistes travaillent aujourd'hui à imaginer des solutions pour répondre aux besoins croissants de nourriture humaine. Mais tous expliquent que le développement agricole est d'abord une question de temps. On peut arrêter une production d'une année sur l'autre mais, pour conduire des politiques agricoles ambitieuses à long terme en partant d'une feuille blanche, il faut mobiliser des moyens importants en infrastructures, de l'argent et de la patience. « On peut nourrir le monde, dit Jean-Michel Lemétayer, président de la FNSEA, la principale organisation syndicale du monde agricole, mais à quel prix¹ ? » Et

1. Entretien avec M. Le Métayer à la FNSEA le mardi 8 juillet 2008.

dans quel cadre politique ? Aussi longtemps que les matières premières agricoles seront considérées comme des produits spéculatifs comparables aux autres, la volatilité des prix s'imposera comme la règle et nous serons, nous consommateurs, soumis aux augmentations de prix en bout de chaîne. L'autre politique possible repose sur des principes simples : garantir aux agriculteurs un certain niveau de revenu pour garantir les prix aux consommateurs. Les choix européens ont été à l'inverse. La Commission européenne estime majoritairement que les règles du marché rendront l'agriculture communautaire plus efficace. Cette question de principe engage un vrai débat sur la finalité de l'agriculture. À quoi sert l'agriculture ? L'enjeu est-il de nourrir le monde ou peut-on considérer les productions agricoles comme des produits boursiers ? En choisissant le démantèlement des organisations communes de marché qui régulaient l'offre et stabilisaient les prix, l'Europe a choisi de placer les productions agricoles dans le champ spéculatif. Le débat est loin d'être récent. Le journal *Le Monde* du 17 mai 1968 titrait en première page sous la plume du regretté François-Henri de Virieu : « Les agriculteurs envisagent de manifester contre la politique de baisse des prix européens ! » « On a perdu beaucoup de temps à ne pas défendre l'investissement agricole dans le monde, commente Jean-Michel Lemétayer. L'agriculture n'est pas une activité commerciale comme les autres. » Dans ce débat, le consommateur est souvent désarmé. Prenons le cas du marché du beurre. En moins de 2 ans, le marché est passé d'une situation excédentaire à une situation chronique de sous-capacité. Pourquoi ? Trois raisons, pour le président de la FNSEA : des prix trop bas qui ont découragé les producteurs, l'incidence climatique qui a renforcé les coûts de production et enfin l'émergence de la demande sur les nouveaux marchés asiatiques qui a fait flamber les cours. Dans les rayons des commerces alimentaires, le beurre a augmenté de 50 % en

24 mois. Pour les consommateurs européens, la hausse des prix des produits répondant aux besoins fondamentaux est douloureuse. Elle frappe encore plus durement les personnes à faible revenu. Une étude documentée montre, par exemple, que les familles monoparentales sont très directement éprouvées. Elles concentrent toutes les difficultés : un volume de revenu faible et des besoins importants liés à l'éducation des enfants et au logement.

Dans le domaine agricole, le monde paye aujourd'hui les conséquences de mauvais choix politiques. Dans les pays du Sud, et notamment en Afrique, les organisations internationales ont encouragé le développement des matières premières agricoles éligibles au champ des marchés mondiaux. L'agriculture vivrière a baissé. Sur 850 millions de personnes qui ont faim dans ce monde, 650 millions sont des agriculteurs ! Les banlieues informelles des villes africaines se gonflent de ces paysans poussés à l'exode et apparaissent aujourd'hui comme de véritables poudrières. Pour nous, Occidentaux, les prix augmentent, pour ceux-là, ce sont purement et simplement les chances de survie alimentaire qui disparaissent. À court terme, aucune solution n'a été apportée. « Il faut redéfinir une politique régionale par grandes régions », explique Jean-Michel Lemétayer.

Pour retrouver une situation vertueuse, cinq mesures simples peuvent être mises en place.

- Une politique globale d'encouragement à la diversité agricole. Il faut éviter que certaines productions moins rémunératrices, par exemple les fruits et légumes, ne soient abandonnées. Dans *Les Échos* du 7 juillet 2008, Christophe Bonduelle explique la nature de ses relations avec les producteurs agricoles : « Les agriculteurs choisissent de produire les cultures qui leur rapportent le plus. Dans le Nord et en Picardie, nous avons dû consentir des hausses de 20

à 25 % à nos fournisseurs de légumes pour ne pas les perdre. »

- Une politique communautaire résolument tournée vers un objectif double : garantir un revenu acceptable pour tous les agriculteurs et se donner toutes les chances de stabiliser les prix agricoles.
- Une simplification des modes de distribution et une réduction des coûts de transaction qui parasitent le marché. Un kilo de prunes du Sud-Ouest est acheté quelques centimes d'euro au producteur et arrive à presque 5 € sur l'étal du primeur. Inacceptable pour le producteur autant que pour le consommateur.
- Un soutien aux agricultures vivrières des pays du Sud pour que tous les paysans du monde puissent au moins vivre de leur travail.
- La maîtrise du développement des agrocarburants qui sont au fond, en termes économiques et écologiques, une mauvaise réponse à un vrai problème.

Ces mesures supposent que le niveau politique reprenne la main sur le marché, au moins dans le secteur stratégique des matières premières agricoles. Elles suggèrent aussi de considérer qu'avant d'être une activité économique, l'agriculture sert à nourrir l'humanité.